



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018

SOMMAIRE

1 Les faits marquants de l'année 2018

2 La production de Terra Nova

3 Terra Nova au cœur des débats

4 Echanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2018

5 Les Dix ans de Terra Nova

6 Nos ressources

7 Annexe : les publications de l'année 2018



1

Les faits marquants de l'année 2018



Dans son **activité de production** d'études, de rapports et d'enquêtes, Terra Nova a mis l'accent en 2018 sur **les transitions écologiques et numériques**, ainsi que sur les **mutations du paysage politique** et les **enjeux éducatifs et sanitaires**.



Son **activité sociale et événementielle s'est par ailleurs intensifiée**. Les rendez-vous de Terra Nova ont été plus fréquents et plus réguliers, notamment ses « Petits déjeuners ». Deux grandes rencontres ont par ailleurs fortement ponctué l'année : **le dixième anniversaire de l'association**, d'une part, et **le sommet des réformistes européens**, de l'autre.



Notre visibilité publique et notre audience se sont maintenues sur l'ensemble de l'année à un niveau élevé. Avec plus de 60 000 followers sur Twitter et plus de 20 000 abonné.e.s sur Facebook, notre association reste en 2018 **le think tank généraliste français le plus présent sur ces réseaux**.



Les **ressources de l'association se sont par ailleurs sensiblement accrues** avec une collecte de fonds de 680 000 euros (contre 612 000 euros en 2017), grâce à la fidélité de nos mécènes historiques, à l'arrivée de nouveaux soutiens et à la constance des subventions publiques, même si celles-ci restent à un niveau faible par rapport à la plupart de nos homologues.



L'équipe des permanents de notre structure a connu quelques évolutions, notamment avec **l'arrivée de Mme Suzanne GORGE au poste de responsable mécénat et partenariats** en janvier 2018.

2

La production de Terra Nova



Etat d'urgence, terrorisme et sécurité intérieure : comment trouver la sortie ?

Jean-Éric Callon, David Lévy, Benjamin Oudet, Marc-Olivier Padis, Yves Trotignon



Libérer la VAE

Comment mieux diplômer l'expérience

Danielle Kaisergruber, Abdoul Karim Komi, David Rivotte



Sauver le droit d'asile



INSTITUT MONTAIGNÉ
LE CHAIR DES PROGRESSIVISTES

La République En Marche : Anatomie d'un mouvement

Bruno Cautrés, Marc Lazar, Thierry Pech, Thomas Vitiello



2.1. LA PRODUCTION EN CHIFFRES

En 2018, Terra Nova a publié

44 notes, études et rapports

(33 notes et études, 11 rapports), soit environ

1 publication par semaine

Ce rythme de publication est à peu près équivalent à celui des années précédentes si l'on met de côté les « grandes années électorales » (2012, 2017) qui donnent lieu à un flux plus nourri de courtes notes d'actualité.

Les travaux de 2018 sont en moyenne plus développés et documentés que les années passées.

Les formats en témoignent :

1 533 pages au total

(soit 35 pages en moyenne par document).

Leur réalisation a mobilisé

plus de 100 signataires

(108 exactement).

S'y ajoutent les nombreuses personnes auditionnées : si l'on compte un minimum d'une dizaine d'auditions par rapport, ce sont

plus de 150 personnes

qui ont versé leur contribution à nos travaux en 2018. Le collectif de travail bénévole de Terra Nova peut donc être estimé

entre 250 et 300 personnes

Remerciements

Terra Nova remercie les bénévoles (experts), les membres du Comité éditoriale, les stagiaires et toutes celles et ceux qui participent à son développement.

Leur présence est indispensable.

2.2. LES THÈMES DOMINANTS

La production de l'année 2018 a été particulièrement marquée par différentes thématiques, notamment les institutions politiques, la transition numérique, les migrations, la transition climatique, l'éducation et la formation, la santé.

Les institutions politiques

Le rapport sur l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif ("Une dose de proportionnelle : pourquoi ? comment ? laquelle ?" - mars 2018) a rencontré un vif intérêt à la fois dans les médias et auprès des responsables publics. De même, l'enquête réalisée sur les adhérents de la République en Marche ("La République en Marche : Anatomie d'un mouvement", octobre 2018), qui a permis de mieux connaître le(s) profil(s) des membres du parti majoritaire.

La transition numérique

Les travaux sur le numérique ont été particulièrement nombreux en 2018 : "Fake News et triche électorale en ligne" (janvier 2018), "Quel avenir pour la French Tech ?" (mars 2018), "Economie collaborative : comment encadrer et encourager le pouvoir de la multitude ?" (mars 2018), "Faut-il sauver les algorithmes d'affectation ?" (juin 2018), "Smart city : quelles relations public-privé pour rendre la ville plus intelligente ?" (septembre 2018). Ils se sont caractérisés par un souci de réalisme, à égale distance de la technophilie et de la technophobie entre lesquelles oscille trop souvent le débat public sur ces questions.

Les migrations

L'année 2018 a été l'occasion de revenir sur les enjeux de la crise des réfugiés qui avait marqué les années 2015-2016 et profondément divisé les Européens. Différentes notes ont été consacrées au suivi des débats européens sur le sujet (« Droit d'asile européen : retrouver une solidarité », juin 2018 ; « Migration, asile : à propos du plan italien », juin 2018). Mais notre principale contribution a été notre rapport commun avec l'Institut Montaigne : « Sauver le droit d'asile » (octobre 2018).

La transition climatique

La transition écologique a également été au cœur de nos préoccupations. Que ce soit pour imaginer de nouveaux canaux de financement de la lutte contre le changement climatique (« Comment financer la lutte contre le changement climatique ? De nouveaux outils financiers pour des dettes "vertes" », juin 2018) ou pour proposer une stratégie claire quant à la programmation pluriannuelle de l'énergie (« Pour un débat serein sur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie », juin 2018). A la fin 2018, Terra Nova a également formulé des propositions pour rendre la fiscalité carbone plus efficace et plus juste (« Pour une fiscalité écologique et équitable : de la nécessité de créer une "Prime de transition écologique" », novembre 2018).

Education et formation

La réforme du bac a continué à retenir notre attention après notre rapport de 2016 (« Réforme du bac : défendre l'évaluation en contrôle continu », janvier 2018 ; « Réforme du baccalauréat : attention au hors-sujet ! », juin 2018). Nous nous sommes aussi intéressés à l'enseignement professionnel (« L'enseignement professionnel : une priorité », décembre 2018), ainsi qu'à certains outils de formation continue comme la Validation des acquis de l'expérience professionnelle (« Libérer la VAE : comment mieux diplômer l'expérience », février 2018).

La santé

Les enjeux de santé publique ont fait l'objet de cinq études et enquêtes. A commencer par un travail de prospective sur les besoins en santé (« L'évolution des besoins en santé dans les décennies qui viennent », novembre 2018). Les enjeux professionnels des jeunes médecins ont également été au cœur de nos préoccupations (« Médecine de ville : le pari de la jeunesse », janvier 2018). Enfin, la dépendance et les débats sur le « cinquième risque » ont fait l'objet de deux publications (« Dépendance : les enseignements oubliés d'un rapport du HCAAM », mai 2018 ; « L'heure du choix : l'entrée des personnes âgées en maison de retraite », septembre 2018).

On trouvera en Annexe la liste exhaustive des publications de l'année 2018.



3

Terra Nova au coeur des débats

Nous attachons autant de prix à la qualité de nos travaux qu'à leur audience. C'est pourquoi nous prenons soin de leur réception dans les médias, sur les réseaux sociaux et auprès des décideurs publics. En 2018, plusieurs travaux ont particulièrement suscité le débat. Dans l'ordre chronologique et de façon non exhaustive :

JANVIER 2018

« MÉDECINE DE VILLE : LE PARI DE LA JEUNESSE »

Bientôt majoritaires dans le corps médical, les jeunes médecins ne bénéficient pas d'une véritable représentation dans les lieux de négociation et de décision sur la politique de santé. Terra Nova a fait plusieurs propositions, en concertation avec des organismes de jeunes professionnels de santé, pour qu'ils y soient mieux accueillis et reconnus. La presse - professionnelle en particulier - s'est emparée de ce sujet. Quelques semaines plus tard paraissait un décret relatif aux modalités d'associations d'étudiants en médecine, d'internes, de chefs de clinique et de médecins récemment diplômés à la négociation de la convention définissant les rapports entre l'assurance maladie et les médecins libéraux, premier pas significatif pour un meilleur équilibre de la représentation pour les jeunes praticiens en santé.

LesEchos "Un think tank plaide pour le droit de vote des jeunes médecins" - 08.01.2018

MARS 2018

« L'ENTREPRISE CONTRIBUTIVE : 21 PROPOSITIONS POUR UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE »

Dans le cadre des débats qui ont accompagné la préparation de la loi « PACTE », Terra Nova a fait une vingtaine de propositions pour adapter la gouvernance de l'entreprise aux nouveaux défis et mieux articuler dialogue professionnel, dialogue social et pilotage stratégique. Parmi elle, la modification des articles du Code civil qui concernent la définition de l'entreprise afin qu'elle prenne « en considération les impacts économiques, sociétaux et environnementaux de son activité ». La publication de nos travaux a coïncidé avec la remise du rapport de Nicole Notat et Jean-Dominique Senard à Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud sur l'entreprise et l'intérêt général. Nous nous sommes par ailleurs associés à un appel collectif pour soutenir l'ambition de cette loi, aux côtés de représentants de nombreuses associations et ONG (Entreprise et Progrès, WWF, Forum pour l'Investissement Responsable, CJD, Entrepreneurs d'Avenir, Global Compact France, France Invest, Armor Group...) et de nombreuses personnalités (Geneviève Féron, Jean-Michel Severino, Anne-Marie Idrac, Laurence Mehaigner, Denis Metzger, Pascal Demurger, Blanche Segrestin...).

LesEchos "Terra Nova milite pour une entreprise contributive" - 06.03.18



Dossier spécial "Des entreprises plus vertes et plus sociales dans le code civil" - 06.03.18

MARS 2018

« UNE DOSE DE PROPORTIONNELLE : POURQUOI ? COMMENT ? LAQUELLE ? »

Notre étude, dévoilée en exclusivité dans le journal Le Monde, analysait les effets liés à l'introduction de différentes « doses » de proportionnelle dans le scrutin législatif. Elle concluait notamment qu'une dose inférieure à 25% des sièges attribués à la proportionnelle risquerait fort de ne rien changer aux équilibres et biais actuels. Elle soulignait aussi l'importance des modes d'attribution (calcul additif, semi-correctif ou compensatoire). Dans les débats qui ont accompagné et accompagnent encore le projet de réforme de la constitution de l'actuel gouvernement, ces arguments ont été abondamment repris, notamment par des personnalités comme François Bayrou.

Le Monde "Législatives : quelle dose de proportionnelle ?" - 19.03.18

LA CROIX "Ce que la proportionnelle va changer - ou pas - à la vie politique" - 05.04.18

JUIN 2018

« FAUT-IL SAUVER LES ALGORITHMES D'AFFECTATION ? AFFELNET, AFFECTATION DES ENSEIGNANTS ET PARCOURSUP »

En plein débat sur Parcoursup et les nouvelles procédures d'affectation des jeunes bacheliers français dans l'enseignement supérieur, Terra Nova s'est intéressé dans ce rapport aux procédés d'affectation utilisés dans l'Education nationale pour répartir à la fois élèves et professeurs dans le secondaire et l'enseignement supérieur. Nos experts ont alerté notamment sur certains risques inhérents à Parcoursup dans sa première version, et préconisé davantage de transparence dans ces procédures ainsi que la création d'une agence spécialisée. Les modifications apportées au système Parcoursup fin 2018 ont retenu certaines de ces propositions.

 "Parcoursup, Affelnet : la transparence est la clé de survie de ces algorithmes" - 05.06.18

Le Monde "Parcoursup : Terra Nova préconise un retour aux listes ordonnées de vœux" - 07.06.18

JUIN 2018

« LES FRANÇAIS ET LE CANNABIS »

Terra Nova a publié un sondage exclusif, avec l'association ECHO Citoyen et l'IFOP, sur la perception du cannabis aujourd'hui en France. Cette enquête montre que l'opinion a évolué de la condamnation à l'ouverture et se trouve aujourd'hui à un point de bascule. La dangerosité du cannabis a été clairement révisée à la baisse et les politiques actuelles sont jugées inefficaces par l'immense majorité des sondés. Si l'opinion reste partagée sur les politiques alternatives qui pourraient être mises en place, ce n'est plus le besoin de changement qui fait débat, mais sa nature. Cette enquête met également en exergue un large plébiscite (82%) pour l'autorisation du cannabis thérapeutique. Dans la foulée de cette publication, la Ministre de la Santé a lancé un groupe de réflexion sur l'usage du cannabis médical avec les institutions responsables du développement des médicaments.

franceinfo: "Les Français de plus en plus favorables à une autorisation maîtrisée de la consommation de cannabis" - 11.06.18

Le Monde

"Huit français sur dix favorables au cannabis thérapeutique" - 11.06.18



le 7/9 - l'édito politique de Thomas Legrand - "Les surprises de l'enquête de Terra Nova sur le cannabis" - 13.06.18

SEPTEMBRE 2018

« 10 ANS APRÈS... BILAN DES RÉFORMES BANCAIRES ET FINANCIÈRES DEPUIS 2008 »

Il y a dix ans éclataient la crise financière de 2008 et ses conséquences foudroyantes pour l'économie mondiale. 10 ans plus tard, quelles sont les leçons de la crise ? quel bilan tirer des efforts de régulation ? Peut-on éviter une nouvelle faillite bancaire ? Trois économistes spécialistes de la régulation bancaire et financière répondent à ces questions et analysent les nouveaux risques encourus aujourd'hui. Terra Nova était partenaire à cette occasion d'une semaine spéciale sur France Culture consacrée au sujet.



Les Matins de France Culture - "La Grande Crise, dix ans après" - 28.08.18 et Entendez-vous l'éco "La crise, dix ans après : les leçons de la crise" - 30.08.18

Le Monde

"Dix ans après la crise financière, n'abandonnons pas la régulation financière au lobby bancaire" - 14.09.18

L'OB

"Régulation financière : le lobby bancaire sait se montrer extrêmement persuasif" - 15.09.18

OCTOBRE 2018

« SAUVER LE DROIT D'ASILE »

Les questions migratoires crispent plus que jamais les débats et les visions de l'Europe. Dans ce contexte, Terra Nova et l'Institut Montaigne ont décidé de joindre leurs forces pour proposer une refonte globale du système européen de l'asile, ainsi qu'une série de mesures d'urgence pour résoudre la crise humanitaire en Méditerranée. Ce travail a donné lieu à de nombreuses rencontres, en France comme à l'étranger, en 2018 et encore en 2019.

Le Monde

"Terra Nova et l'Institut Montaigne veulent sauver le droit d'asile en Europe" - 18.10.18

L'OB

"Asile : le rapport choc de Terra Nova et de l'Institut Montaigne" - 18.10.18

Le Parisien

- Entretien avec Thierry Pech - "Crise des réfugiés : le droit d'asile est en danger en Europe !" - 18.10.18 et "Migrants en Méditerranée : deux instituts préconisent d'ouvrir un centre d'accueil en France" - 18.10.18

SEPTEMBRE 2018

« L'HEURE DU CHOIX : L'ENTRÉE DES PERSONNES ÂGÉES EN MAISON DE RETRAITE »

Le moment où la perte d'autonomie et l'accroissement de la dépendance sont tels que l'on envisage l'entrée dans une structure d'accueil pour personnes âgées est un moment douloureux pour les personnes concernées comme pour leurs proches. Qui prend l'initiative d'en parler et quand ? Comment la décision est-elle prise et par qui ? Comment s'imagine-t-on la vie dans une telle structure ? Quel souvenir en garde-t-on quand on a connu quelqu'un qui y a vécu ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous avons souhaité répondre dans l'enquête réalisée par le Crédoc pour AG2R La Mondiale, le groupe Caisse des Dépôts et Terra Nova au moment où s'ouvrait une grande concertation nationale sur la dépendance lancée par le Ministère de la Santé.



- "L'entrée en maison de retraite : une double peine pour la majorité des Français" - 01.10.18 et "Perte d'autonomie : un épouvantail nommé EHPAD" - 01.10.18

franceinfo

- Entretien avec Marc-Olivier Padis - "Dépendance : plus on anticipe l'entrée en institution, mieux ça se passe" - 01.10.18 et "Anxiété, culpabilité, non dit : le placement en structure d'accueil d'une personne âgée reste encore tabou" - 01.10.18

OCTOBRE 2018

« LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ : ANATOMIE D'UN MOUVEMENT »

Qui sont les « marcheurs » ? Quelles sont leurs origines, leurs valeurs, leurs croyances ? Comment se positionnent-ils par rapport aux autres forces politiques en France ? Quelles ont été les motivations de leur engagement en politique ? Quelles sont les sensibilités politiques qui coexistent au sein même du mouvement ? A travers cette vaste enquête de sociologie politique (plus de 8000 adhérents ont répondu à plus de 110 questions), Terra Nova a voulu répondre à ces interrogations.

 "Au sein de la République en Marche, une mosaïque de sensibilités" - 10.10.18

 Entretien avec Marc Lazar, politologue et co-auteur de l'enquête de Terra Nova - "La République en Marche est un parti personnel" - 10.10.18

franceinfo: "Terra Nova révèle une enquête inédite sur les marcheurs" - 10.10.18 et Entretien de Thierry Pech à la Matinale de France Info - "Pour les marcheurs, Emmanuel Macron est un chef charismatique, qui ne tolère pas très bien la contradiction" - 10.10.18

 "Un peu de gauche, un peu de droite, centriste... les cinq familles des adhérents LREM" - 10.10.18

 "Cadre sup, aisé mais pas bourgeois : voici le profil de l'adhérent LREM" - 10.10.18

NOVEMBRE 2018

« POUR UNE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE ET ÉQUITABLE : DE LA NÉCESSITÉ DE CRÉER UNE "PRIME DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE" »

Juste avant que le mouvement des « gilets jaunes » n'éclate à la mi-novembre 2018, Terra Nova alertait sur la nécessité de réformer la fiscalité carbone pour la rendre moins régressive et moins pénalisante pour les publics les plus modestes. Nous proposons notamment de l'accompagner d'une « prime de transition écologique » qui permette de reverser la plus grande partie de ses recettes nouvelles aux publics en question (sous seule condition de ressources). Le principe de cette prime a été repris depuis, en 2019, par des nombreux instituts et ONG auxquels nous nous sommes associés (WWF, Oxfam, Secours catholique, Ademe, Iddri, I4CE...).

Nous avons été amenés, par ailleurs, à nous exprimer à plusieurs reprises dans les médias pour livrer notre analyse de la crise des « gilets jaunes », et des réponses apportées par le gouvernement à partir de décembre 2018, avant le lancement du Grand Débat national dès janvier 2019.



Thierry Pech invité du journal de 13h sur les gilets jaunes - 11.12.18



"28 minutes" - "Comment retisser la cohésion sociale?" - 12.12.18 (46 785 vues)



"Mondialisation et inégalités : le cas français" - Thierry Pech invité des Matins de France Culture- 11.12.18



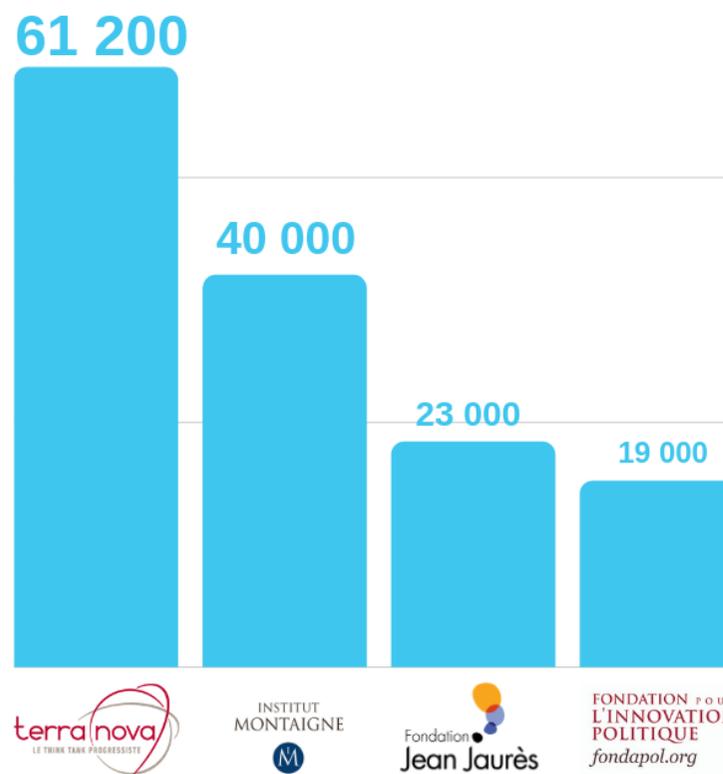
"Les gilets jaunes, une fierté retrouvée" - 10.12.18

RÉSEAUX SOCIAUX

Terra Nova, premier think tank français en nombre d'abonnés sur Twitter en 2018



Nombre d'abonnés Twitter en 2018

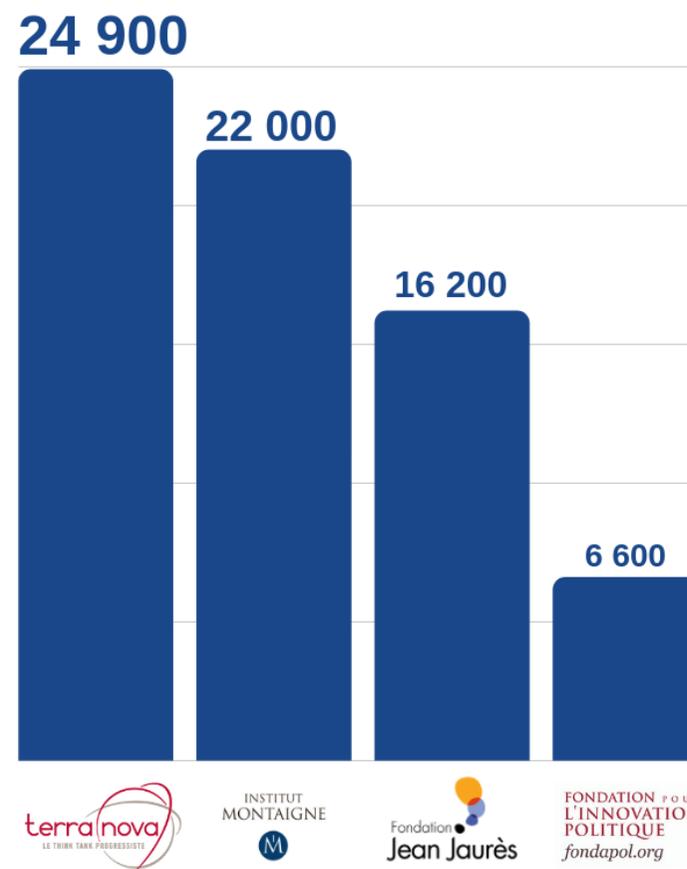


RÉSEAUX SOCIAUX

Terra Nova, premier think tank français en nombre d'abonnés sur Facebook en 2018



Nombre d'abonnés Facebook en 2018



4

Echanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2018



4.1. RÉUNIR DES COMMUNAUTÉS D'ACTEURS CONCERNÉS

« INVESTIR DANS LA PETITE ENFANCE : LE TEMPS DES DÉCISIONS »

ASSEMBLÉE NATIONALE, 13 FÉVRIER 2018

Terra Nova a réuni le mardi 13 février 2018 à l'Assemblée nationale près de 200 acteurs du monde de la petite enfance et de la lutte contre la pauvreté pour débattre des enjeux de l'investissement dans la petite enfance, et des propositions de notre rapport "Investissons dans la petite enfance : l'égalité des chances se joue avant la maternelle" (mai 2017), avec Brigitte Bourguignon, députée de la 6e circonscription du Pas-de-Calais et présidente de la Commission des affaires sociales. Y ont également participé Olivier Noblecourt, Délégué interministériel en charge de la prévention et de la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, Florent de Bodman, co-auteur du rapport de Terra Nova, et Marie de Saint Laurent, déléguée générale d'Auteuil Petite Enfance, réseau de crèches de la Fondation des Apprentis d'Auteuil présent sur tout le territoire. Un débat riche et animé, au cours duquel plusieurs priorités clés ont été mises en exergue pour structurer les politiques publiques à construire pour demain.



« SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE, NOUVELLES ATTENTES, NOUVELLES FRONTIÈRES

COLLÈGE DES BERNARDINS, 30 NOVEMBRE 2018
(EN PARTENARIAT AVEC A2GR LA MONDIALE)

Pour relever les défis de santé des nouvelles générations, de multiples offres de service émergent. Comment accompagner cette transformation sans oublier personne ? Notre système de protection sociale est-il prêt ? Quels rôles demain entre les différents acteurs ?

AG2R La Mondiale a réuni 300 personnes le 30 novembre 2018 pour évoquer tous ces sujets avec des professionnels de santé, des spécialistes de la protection sociale, des chercheurs, des praticiens. Les débats se sont ouverts par une restitution de notre analyse sur les nouveaux besoins en santé des Français publiée à cette occasion.



En partenariat avec :



Et la participation de :



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

4.2. LE SOMMET DES RÉFORMISTES EUROPÉENS

"EUROPEAN REFORMISTS SUMMIT : 2019, THE DEMOCRATIC CHALLENGE IN EUROPE"

(16-17 novembre 2018)

À quelques mois des élections européennes, face à la montée du populisme, Terra Nova a organisé conjointement avec la Fondapol, la Fondation Jean Jaurès, le Mouvement européen et les Gracques, deux journées d'ateliers, de rencontres et de débats publics sur l'avenir de l'Union européenne, à la Sorbonne. Après un état des lieux de l'opinion européenne et une estimation des possibles résultats du scrutin de mai 2019, deux tables-rondes ont réuni un grand nombre de personnalités politiques européennes de l'écosystème des progressistes.



Le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne lors du Sommet des réformistes européens le 17 novembre 2018 - © Erwan Floch'h

“ **Nos idées progressistes seront défendues pour les élections européennes, partout sur le continent. Cette journée riche en est la preuve.** ”

Thierry Pech, directeur général de Terra Nova à l'issue de ce Sommet le 17 novembre 2018

Des progressistes de toute l'Europe se sont en effet retrouvés dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne devant un public de près de 800 personnes pour débattre lors de deux tables-rondes sur les enjeux de l'Union Européenne à l'aube d'une année électorale décisive.

Cet événement a également été l'occasion d'échanger l'après-midi du 16 novembre avec de nombreux autres think tanks européens partenaires (italiens, espagnols, allemands, grecs, belges...). Cet échange a été suivi d'une rencontre autour de l'essayiste britannique David Goodhart dont les discutants étaient notamment Sylvie Goulard (Banque de France), Eric Lombard (Caisse des dépôts), Enrico Letta (ancien Président du Conseil italien), Gilles de Margerie (France Stratégie) et Loukas Tsoukalis (Hellenic Foundation for European and Foreign Policy).

Lire la tribune "L'Europe doit imposer ses choix dans un monde instable" co-signée par Terra Nova, la Fondapol, la Fondation Jean Jaurès et le Mouvement européen dans *Les Echos* du 16 novembre 2018.



Lionel Zinsou, Président de Terra Nova, dans son discours introductif sur l'identité européenne



Les directeurs de quatre des cinq think tanks organisateurs du Sommet des réformistes européens : Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, Bernard Spitz, des Gracques, Gilles Finchestein, directeur de la Fondation Jean Jaurès, Dominique Reynié, directeur de la Fondapol



4.3. LES PETITS DÉJEUNERS DE TERRA NOVA

Ces rencontres sont organisées une à deux fois par mois. Elles réunissent entre vingt-cinq et trente participants et se décomposent en deux temps : une prise de parole de l'intervenant (20/30 minutes) suivie d'un échange avec la salle (1h). Les intervenants apportent leur expertise et leur regard sur des enjeux d'actualités qu'ils soient d'ordre économique, politique, social ou culturel.



Laurent Berger, Secrétaire Général de la CFDT (04/01/2018)



Bruno Jeanbart, Directeur général adjoint d'OpinionWay (30/01/2018)



Jay Carney, Directeur Général adjoint d'Amazon, ancien porte-parole de Barack Obama à la Maison Blanche (30/01/2018)



Pierre Rosanvallon, Professeur au collège de France (15/02/2018)



Enrico Letta, Ancien Président du Conseil des ministres italien, et Marc Lazar, Professeur de Sciences Politiques (21/02/2018)



Eric Lombard, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations (6/03/2018)



Clément Beaune, Conseiller Europe et G20 auprès du Président de la République (05/06/2018)



Patrice Fondallosa, think tank Ressources
(12/06/2018)



Alexis Zajdenweber, conseiller économie
du Président de la République (23/10/2018)



Justin Vaïsse, Directeur du Centre
d'Analyse, de Prévision et de Stratégie du
MAE (06/06/2018)



Jean Bernard Levy, Président Directeur
Général, EDF (13/11/2018)



Stéphane Junique, Maître de conférences
associé à Sciences Po Bordeaux et
Timothée Duverger, Président d'Harmonie
Mutuelle (11/09/2018)



Alain Rouquié, Président de la Maison de
l'Amérique latine, ancien ambassadeur de
France au Brésil (27/11/2018)



Muriel Penicaud, Ministre du Travail
(19/10/2018)



Pierre Moscovici, Commissaire européen
aux affaires économiques (18/12/2018)

4.4. NOTRE PARTICIPATION À DE NOMBREUX RENDEZ-VOUS, EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER



Terra Nova a par ailleurs organisé ou contribué à différents colloques et restitutions tout au long de l'année, notamment :

Janvier à avril 2018

Participation au séminaire de la FNMF (Fédération Nationale de la Mutualité Française) sur la dépendance et le « cinquième risque »

15 juin 2018

Participation de Terra Nova au Congrès de la Fédération Nationale de la Mutualité Française à Montpellier

12 janvier 2018

Audition par la Mission « Entreprise et intérêt général » présidé par Nicole Notat, présidente de VIGEO-EIRIS et Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin

19 janvier 2018

Participation aux premières Assises du Vivre Ensemble à Rennes (35) avec Ouest-France

25 juin 2018

Intervention à l'Assemblée générale d'Harmonie Mutuelle



17 mai 2018

Présentation de nos travaux chez Engie avec Antoine Guillou, Coordinateur du pôle Énergie et Climat

29 août 2018

Intervention de Lionel Zinsou à l'université d'été du Medef

13 novembre 2018

Intervention au 29th European Meeting of Cultural Journals (Vienne, Autriche) : « Mind the gap. Illiberal democracy and the crisis of representation »

6 juillet 2018

Participation aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, organisées par le Cercle des Economistes

29 août-2 septembre

intervention au séminaire organisé par la Caisse des Dépôts à Cerisy (50) : « Nouveaux enjeux prospectifs des territoires et co-construction des stratégies »

22 novembre 2018

Participation aux "Etats de la France" au Petit Palais à Paris

5

Les Dix ans de Terra Nova



5.1. TERRA NOVA A FÊTÉ SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE LE 3 OCTOBRE 2018

10 ans
2008 - 2018

- à animer le débat démocratique en France
- au service de l'intérêt général
- à proposer des décisions innovantes aux décideurs publics
- de mobilisation d'un réseau d'experts de haut niveau

Cet anniversaire, organisé en partenariat avec **France Culture**, était l'occasion de rassembler toutes celles et tous ceux qui, de près ou de loin, ont accompagné notre aventure, que ce soit comme contributeurs, amis, soutiens, ou plus simplement comme interlocuteurs critiques et attentifs.

L'histoire commune de Terra Nova est racontée dans un témoignage de Jean-Philippe Thiellay, vice-président et membre fondateur de Terra Nova, publié le 3 octobre.



UN PARTENARIAT AVEC FRANCE CULTURE

Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, était l'invité de Guillaume Erner dans Les Matins de France Culture le 3 octobre. Il est revenu sur les idées apportées au débat public par Terra Nova au cours de dix dernières années et sur les différentes publications marquantes de la décennie écoulée. Cet entretien était aussi l'occasion d'évoquer les défis communs que l'Union européenne doit affronter, et les thématiques prioritaires de la gauche pour les années à venir : transition écologique, conséquences de la mondialisation et consolidation européenne.



Thierry Pech - "On est entré dans l'âge tragique de la transition climatique"

Thierry Pech - "Le pouvoir a vocation à être divisé, pas à être concentré"

Le Monde Retrouvez ici l'entretien de Thierry Pech à Nicolas Truong dans "**Le Monde**" sur les dix ans de Terra Nova dans l'édition du 3 octobre

5.2. COLLOQUE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Terra Nova a réuni plus de 200 personnes l'après-midi du 3 octobre à l'Assemblée nationale à l'occasion d'un colloque intitulé « Nos démocraties après dix années de crise ». Notre réseau de collaborateurs nationaux et internationaux d'horizons divers (adhérents, monde de l'entreprise, société civile, universitaires...) était réuni pour mettre en lumière les défis auxquels sont confrontées les démocraties européennes aujourd'hui.

Margrethe Vestager, Commissaire européenne à la Concurrence, a introduit cet événement avec un discours autour des valeurs européennes, de la démocratie, et de l'espoir placé dans les institutions de l'Union.

Trois tables rondes ont ensuite rythmé l'après-midi. L'intégralité de ces échanges est à retrouver sur notre page [Facebook](#).

 @TerraNovaThinkTank



TABLE-RONDE 1 - LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DU POPULISME

Pierre Rosanvallon, Professeur, Collège de France

Ahmet Insel, Professeur, Université de Galatasaray (Istanbul) et Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Michael Ignatieff, Président, Central European University (Budapest)

Modération : **Sylvie Kauffmann**, Le Monde



Les démocraties européennes sont prises d'un doute : et si les gouvernements autoritaires étaient de retour ? Pire : ne sont-ils pas en train de miner le projet européen de l'intérieur ? L'Europe ne parle même plus d'exporter son modèle démocratique à sa périphérie ou de célébrer l'alliance vertueuse des libertés fondamentales et de l'Etat de droit avec la prospérité économique. Elle est ouvertement mise au défi, y compris par des Etats membres, de défendre des principes qu'on croyait indiscutables sur notre continent.

TABLE-RONDE 2 - DÉMOCRATIE ET CAPITALISME, UNE VOIE EUROPÉENNE ?

Jean Pisani-Ferry, Professeur, Sciences Po Paris et Hertie School of Governance (Berlin)

Anne-Laure Delatte, Directrice adjointe, CEPII (Paris)

Sabrina Schulz, Senior Policy Fellow, Das Progressive Zentrum (Berlin)

Modération : **Michaela Wiegel**, Frankfurter Allgemeine Zeitung

Face aux États-Unis et à la Chine, l'Europe développe un projet économique et social singulier. Celui-ci semble pourtant difficile à définir et parfois illusoire face aux forces du marché. Pouvons-nous encore défendre une « économie sociale de marché » ? Les Européens sont-ils d'accord sur sa définition ? Est-elle adaptée aux défis environnementaux qui se présentent ? Moins performante, moins innovante, moins attractive, l'Europe a-t-elle encore son mot à dire sur l'avenir d'un capitalisme régulé, une économie inclusive et un développement durable ?



TABLE-RONDE 3 - CITOYENS, SALARIÉS, CONSOMMATEURS : LA CRISE DE DÉFIANCE

Emmanuel Faber, Président-directeur général, Danone

Sophia Gaston, Directrice, Centre for Social and Political Risk et chercheuse associée, LSE (Londres)

Nicole Notat, Présidente, Vigeo Eiris

Modération : **Dominique Seux**, Les Echos



Le mouvement de "dégagisme" politique qui a touché différents pays européens témoigne d'un désenchantement vis-à-vis des piliers de la vie démocratique : le personnel politique, les partis, les syndicats, les médias... Mais le mal n'est-il pas plus profond ? Si le citoyen manifeste son exaspération, les consommateurs et les salariés ressentent aussi une forme de scepticisme vis-à-vis des institutions et des acteurs économiques. Ils expriment leurs doutes par des mouvements plus silencieux mais puissants d'abstention, de retrait, voire des campagnes de boycott. Comment faire alors pour partager nos désaccords sur nos priorités et nos choix collectifs ?

Richard Ferrand, Président de l'Assemblée nationale, a conclu notre colloque dans un discours sur la nécessité d'alimenter le débat public pour qu'il soit adapté aux défis du temps présent et du progressisme, disponible sur notre site.

DÎNER D'ANNIVERSAIRE

Le 3 octobre, Terra Nova a rassemblé son réseau d'amis, de contributeurs, d'experts et de soutiens dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, à l'invitation de la Maire de Paris **Anne Hidalgo**.

Plusieurs personnalités dont **Pierre Moscovici**, Commissaire Européen aux affaires économiques et monétaires, la Maire de Paris et **Jean-Louis Missika**, Adjoint à la Maire de Paris ainsi que **Lionel Zinsou**, Président de Terra Nova, ont pris la parole pour évoquer leurs souvenirs de Terra Nova, leurs souhaits pour l'avenir et évoquer le rôle que joue notre association.



6

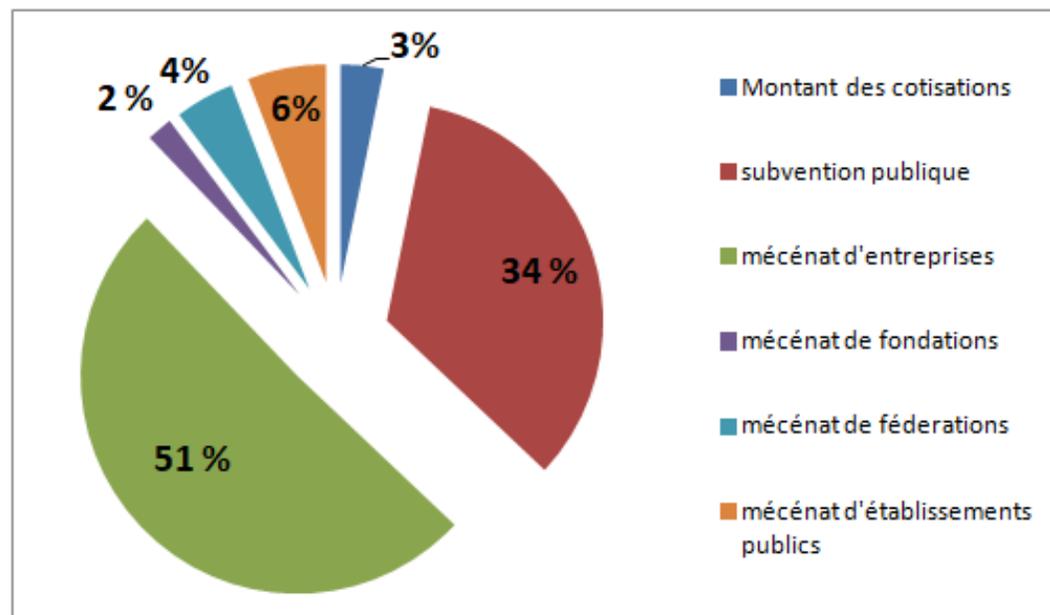
Nos ressources



Terra Nova possède le statut juridique d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par son décret d'application du 16 août 1901. **Nos comptes sont certifiés annuellement par un commissaire aux comptes.**

Les ressources de l'association pour l'année 2018 s'élevaient à 682 201 euros. Elles se sont accrues de 13% par rapport à 2017. En effet, le recul global des subventions publiques (-18%) et du mécénat de fondations (-68%) a été plus que compensé par la hausse du mécénat d'entreprises (+80%). Au total, les ressources liées au mécénat représentent en 2018 près de 63% du total des ressources collectées.

Certaines conventions de mécénat d'entreprises ayant été signées en milieu d'année, les ressources correspondantes (42 343 euros) seront réparties sur 2018 et 2019, pro rata temporis.



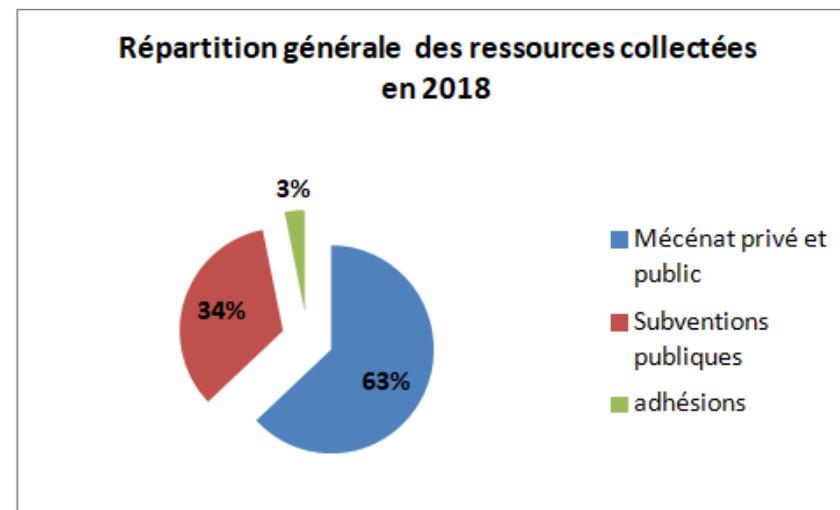
Les mécènes

En 2018, Terra Nova a reçu le soutien de 19 mécènes qui lui ont permis de développer ses projets et de continuer à diffuser ses travaux. Les secteurs d'intervention et le statut de ces mécènes sont représentatifs de la pluralité des thématiques abordées par Terra Nova : AG2R LA MONDIALE, Alpha Partners, Amazon, la Caisse des Dépôts et Consignations, Covéa, CNP Assurances, Danone, EDF, Engie, la Fondation Avril, la Fondation FACT, la Fondation la Ferthé, Google, Harmonie Mutuelle, Infravia, La Banque Postale, La Fédération Nationale de la Mutualité Française, Newfund, Voyageurs du Monde.

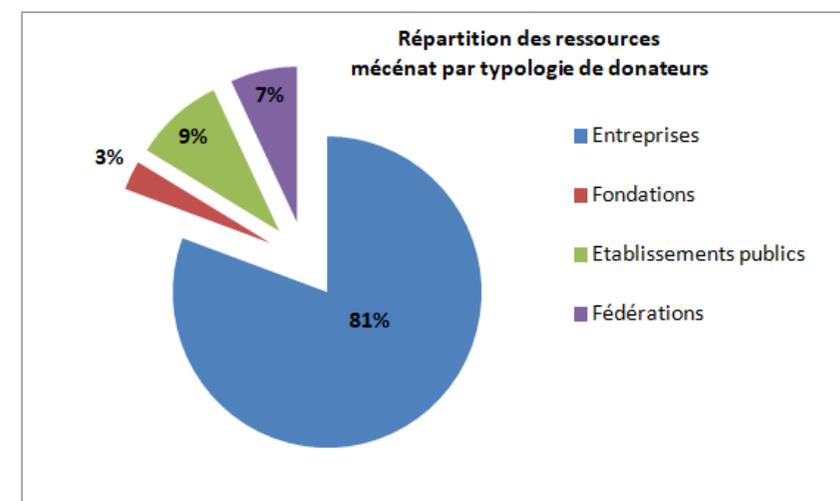
Comme la plupart de ses homologues (Fondation Jean Jaurès, Fondapol, etc.), le think tank a également reçu une subvention du Premier ministre au titre de sa contribution à la promotion des droits de l'Homme, du développement de la citoyenneté et de l'animation du débat démocratique.

Le mécénat privé

Le mécénat reposait en 2018 sur 19 conventions majoritairement annuelles. Le montant moyen du don est de 24 800 euros (hors subventions publiques). Les mécènes de Terra Nova (dont les fondations, entreprises, établissements publics et fédérations) assurent en 2018 le financement des activités du think tank à hauteur de 63%.



montant total des ressources collectées en 2018	682 201 €
Mécénat privé et public	429 600 €
Subventions publiques	230 000 €
adhésions	22 601 €



Annexe

Janvier

Pourquoi les nouveaux malthusiens se trompent

Nous serions bientôt trop nombreux sur la terre pour ce qu'elle est capable de nous offrir. L'argument malthusien fait retour depuis quelque temps. Il n'est pourtant guère plus fondé qu'hier. D'une part, c'est plutôt la répartition des ressources que leur quantité qui pose aujourd'hui problème. D'autre part, si la population mondiale continue à augmenter, son rythme de croissance ralentit sensiblement et pourrait s'épuiser, voire s'inverser à l'horizon du siècle. Enfin, les progrès techniques mis au service d'une agriculture soutenable pourront apporter une partie des réponses au défi alimentaire. Il reste qu'il ne sera pas simple de nourrir 9,5 milliards d'individus en 2050. Si nous voulons y parvenir, il faudra infléchir nos modes de production et de consommation alimentaire, et investir dans l'éducation des femmes dans les pays en développement de manière à consolider la transition démographique en cours presque partout.

Par Pénélope Debreu, Antoine Guillou, Thierry Pech, Luc Pierron, Leïla Vignal, Lionel Zinsou, le 03/01/2018

Médecine de ville : le pari de la jeunesse

Bientôt majoritaires dans le corps médical, les jeunes médecins ne bénéficient pas aujourd'hui d'une véritable représentation dans les lieux de négociation et de décision sur la politique de santé. Or ce sont bien les jeunes que l'on mobilise dès qu'il s'agit d'instituer un rapport de force avec les pouvoirs publics ; eux à qui l'on pense lorsque sont imaginées des solutions pour apaiser les maux de notre système de santé (déserts médicaux notamment). La présente note, élaborée en concertation avec des organismes de jeunes professionnels de santé, ouvre des perspectives pour donner aux nouvelles générations de médecins les moyens d'agir. C'est indispensable si l'on tient à enrayer la baisse du temps médical disponible dans un contexte où les besoins de santé ne cessent d'augmenter.

Par Willy Jager, le 08/01/2018

Annexe

Financement des engagements de retraite des entreprises privées : transformer le risque en opportunité

Un grand nombre d'entreprises s'engagent à accorder à leurs salariés des avantages sociaux à long terme au titre des services rendus au cours de leur carrière : retraites à prestations définies, indemnités de fin de carrière, etc. Ces dispositifs représentent des engagements financiers qui s'élevaient à 240 Mds € fin 2016 pour les seules entreprises du CAC 40. Or, avec un taux de couverture de 40%, les grandes entreprises privées de notre pays pointent assez loin derrière leurs homologues britanniques, américaines, allemandes ou néerlandaises. Quant aux TPE et PME, ces engagements pris envers les collaborateurs n'y sont parfois même pas comptabilisés. Bref, dans l'ensemble, les garanties de financement de ces engagements sont relativement faibles. Pour remédier à cette situation, nous recommandons notamment de généraliser à toutes les entreprises de plus de 50 salariés l'obligation de préfinancer ces engagements sociaux via une externalisation auprès d'organismes assureurs.

Par Abdeldjellil Bouzidi, Florent Vicaine, le 11/01/2018

Fake news et triche électorale en ligne : le nouveau territoire des campagnes numériques

De nouvelles pratiques de manipulation sur Internet se répandent et les scandales s'enchaînent. Chacun peut aujourd'hui constater l'existence de campagnes de diffamation en ligne, l'enregistrement de faux comptes sur les réseaux sociaux, le risque permanent de piratage à grande échelle de données confidentielles de campagne. Ces nouvelles armes de propagande sont susceptibles de perturber le scrutin. Mais se concentrer sur les fake news revient à ne traiter qu'un des aspects du problème et limite la compréhension du sujet aux questions de sanctions et de censure, alors même que la liberté d'expression passe aussi désormais par la possibilité de disposer d'un réseau Internet ouvert et indépendant. Il convient donc d'élargir le regard et de s'intéresser à des enjeux moins visibles mais tout aussi importants comme l'exploitation des contributions des internautes pour constituer des bases de données sur les citoyens ou le rôle toujours plus fréquent des nouveaux outils numériques de campagne électorale. Terra Nova propose dans cette étude de nouvelles initiatives et notamment le développement d'un service public de la notification, une initiative qui s'inspire du succès des pré-plaintes en ligne et qui serait particulièrement appropriées à la problématique des fake news.

Par Jean-Baptiste Soufron, le 23/01/2018

Annexe

— Février

Réforme du bac : défendre l'évaluation en contrôle continu

En juin 2016, Terra Nova a présenté ses propositions pour "sauver le bac". En pointant la lourdeur du cérémonial national, nous proposons une refonte complète des deux dernières années du lycée afin de mieux préparer nos jeunes à l'enseignement supérieur. Le ministre de l'Education nationale a annoncé sa volonté de réformer le baccalauréat et a mandaté une commission de réflexion présidée par Pierre Mathiot pour lui faire de recommandations. Après avoir été auditionnés par cette commission, nos experts ont souhaité apporter un complément aux réflexions de 2016 sur la réforme du bac, en soulignant en particulier la nécessité d'introduire une part significative de contrôle continu dans la validation des années lycées. C'est un point clé de la réforme, sans lequel on risque d'alourdir encore plus le baccalauréat actuel, et de gaspiller ainsi de précieuses ressources institutionnelles, sans vraiment rompre avec un "bachotage" contre-productif du point de vue des apprentissages.

Par Martin Andler, Armelle Nousis, Marc-Olivier Padis, Régine Paillard, Françoise Sturbaut, le 24/01/2018

Libérer la VAE : comment mieux diplômer l'expérience

Créée par une loi de 2002, la Validation des acquis de l'expérience (VAE) a permis d'obtenir un diplôme, un titre ou une certification à caractère professionnel à partir de la seule expérience de travail et/ou d'activités associatives, syndicales ou citoyennes. Elle répond à une double exigence.

Economique tout d'abord, en permettant des certifications rapides, moins coûteuses que des retours en formation longue, adaptées aux besoins des entreprises et aux changements rapides des techniques et des manières de travailler. Sociale ensuite, en conférant la dignité du diplôme ou du titre professionnel aux parcours de travail, elle est source de reconnaissance et de dynamiques de mobilité professionnelle. Le nombre total de validations reste cependant modeste et les abandons sont très nombreux. Par ailleurs, la VAE est sous-utilisée par les demandeurs d'emploi. Ce rapport propose d'élargir l'accompagnement, de financer le « système » VAE, et d'inciter les entreprises à s'engager et à ouvrir un réel accès pour les demandeurs d'emploi. Il s'agit au total d'inventer une VAE plus rapide, plus agile et en même temps plus complète.

Par Danielle Kaisergruber, David Rivoire, Abdoul Karim Komi, le 07/02/2018

Annexe

L'Italie à l'épreuve des élections

Le 4 mars 2018, les Italiens éliront leurs sénateurs et leurs députés. Cette élection viendra ponctuer un long cycle d'échéances politiques décisives en Europe, depuis le referendum sur le Brexit en 2016 jusqu'aux élections catalanes fin 2017, en passant par les élections législatives en Allemagne. Dans cette liste, le rendez-vous italien fait figure de dernier grand « risque politique » au sein de l'Union. Les électeurs italiens vont-ils contribuer au rétablissement de la confiance en Europe ou paralyser leur pays ? Avec cette élection, les Italiens parviendront-ils à revenir sur la scène européenne ? Marc Lazar a analysé pour Terra Nova les enjeux de ce scrutin.

Marc Lazar, le 09/02/2018

L'Entreprise contributive : 21 propositions pour une gouvernance responsable

Qu'est-ce qu'une entreprise ? A qui appartient-elle ? Quelles sont ses finalités ? Comment devrait-elle être gouvernée ? Quelle place pour l'expression des salariés ? Ces questions sont plus que jamais d'actualité avec la préparation de la loi PACTE ("Plan d'action pour la croissance et la transformation de l'entreprise"). Terra Nova a souhaité apporter sa contribution au débat avec ce nouveau rapport, qui propose de nombreuses mesures concrètes pour créer un nouveau cadre pour adapter la gouvernance de l'entreprise et mieux articuler dialogue professionnel, dialogue social et pilotage stratégique dans "l'entreprise contributive" que nous appelons de nos vœux.

Par Martin Richer, le 28/02/2018

Annexe

Mars

Economie collaborative : comment encadrer et encourager le pouvoir de la "multitude" ?

Fondée sur le partage, la mise en commun d'actifs et de nouvelles formes d'organisation du travail, l'économie collaborative se développe en remettant en cause les modèles traditionnels. Prenant appui sur la transformation digitale et les mécanismes de « pair à pair », elle propose de façon ergonomique et à moindre coût des services dans de nombreux domaines : transport, hébergement, services à la personne, bricolage... Elle permet d'augmenter l'utilisation d'actifs souvent sous-employés (logement, voiture, outils...) et donne à de nombreuses personnes la possibilité de percevoir des revenus de complément. Néanmoins, l'économie collaborative présente des aspects plus contestables : précarisation du travail, concurrence déloyale vis-à-vis des acteurs installés, manque à gagner fiscal pour l'État. Notre système juridique, construit par et pour une société de type industriel, s'avère souvent inadapté face à ces nouveaux défis. Le présent rapport explore des réponses aux principaux problèmes générés par cette « nouvelle économie » et dégage une série de propositions pour permettre à la société de profiter pleinement de ces innovations organisationnelles tout en préservant les droits fondamentaux de ceux qui y contribuent.

Par Alain Busson, Séléna Coquil, Alice Vasseur, le 12/03/2018

Quel avenir pour la French Tech ?

La marque French Tech a contribué au dynamisme et à la réussite de l'écosystème entrepreneurial technologique français, lequel est aujourd'hui bien mieux structuré : les investisseurs sont de retour à des niveaux d'avant crise, les start-ups se développent, les incubateurs et autres accompagnateurs n'ont jamais été aussi nombreux. Des acteurs privés et associatifs ont très largement accéléré ce mouvement, dans des registres différents, qu'il s'agisse du NUMA, de France Digitale, de Station F, de The Family ou de The Camp... Toutefois, la position actuelle de la French Tech ne lui permet plus de s'affirmer comme la marque ombrelle sous laquelle l'ensemble de l'environnement pourrait se retrouver. De nombreux entrepreneurs font part de leur incompréhension : la French Tech est-elle une administration ? une politique publique ? une agence d'attractivité ? Pour redonner du sens à ses missions, assurer la vitalité de l'écosystème entrepreneurial et permettre l'apparition et le développement d'entreprises technologiques françaises d'envergure internationale, nous recommandons dans cette note de ne plus maintenir la French Tech sous administration publique, mais de transférer la marque à une Fondation reconnue d'utilité publique, sur le modèle anglo-saxon. Ce mode de gestion innovant lui redonnerait une nouvelle vigueur et permettrait à la French Tech d'essaimer davantage à l'étranger.

Par Mathis Cohen, Thibaud Frossard, le 15/03/2018

Annexe

Une "dose de proportionnelle" : pourquoi ? comment ? laquelle ?

Le président de la République a souhaité introduire une « dose de proportionnelle » dans le scrutin législatif. Mais laquelle ? Les auteurs de ce rapport estiment que cette dose devrait se situer entre 25% et 50% des sièges de l'Hémicycle pour espérer atteindre l'objectif de la réforme : améliorer la représentativité de l'Assemblée nationale. En-dessous de 25%, la réforme n'aurait sans doute que des effets symboliques ; au-delà de 50%, elle sortirait du cadre qui lui est assigné. La question du nombre de sièges distribués à la proportionnelle est cependant loin d'épuiser le sujet : il faut encore se mettre d'accord sur le mode de calcul présidant à la répartition de ces sièges. Veut-on un système « additif » qui atténuerait l'effet proportionnel du scrutin, ou bien un système « compensatoire » qui l'amplifierait ? L'organisation du scrutin est également déterminante : les élus à la proportionnelle doivent-ils être choisis sur des listes bloquées fixées par les partis ? Et, si oui, à quelle échelle (nationale, régionale...) ? Etc. C'est l'ensemble de ces paramètres qui fixera l'équilibre du scrutin mixte que l'on s'appête à mettre sur pied. Les auteurs ne se contentent pas d'exprimer leurs préférences : à partir d'un important travail de simulation, ils examinent les conséquences concrètes des différentes solutions envisageables sur la composition de l'Assemblée nationale à partir des rapports de force constatés en 2007, 2012 et 2017.

Par Marie-Anne Cohendet, Jérôme Lang, Jean-François Laslier, Thierry Pech, Frédéric Sawicki, le 19/03/2018

Appel collectif de soutien aux conclusions du rapport Notat-Senard sur l'entreprise et l'intérêt général

Le rapport de Notat-Senard définit le socle moderne d'une gouvernance de l'entreprise qui consacre enfin sa double mission, économique et sociétale. Terra Nova s'associe à cet appel de soutien où les acteurs français engagés dans la responsabilité d'entreprise demandent à inscrire les conclusions du rapport dans la loi et la pratique de gouvernance de nos entreprises.

le 21/03/2018

Etat d'urgence, terrorisme et sécurité intérieure Comment trouver la sortie ?

Ce rapport de Terra Nova, élaboré conjointement par des professionnels du droit et des experts en stratégie, dresse un bilan de l'état d'urgence et de ses conséquences sur l'organisation de nos institutions et de notre justice. Devant l'importance des enjeux liés aux libertés publiques, et la menace que le terrorisme fait peser sur notre société, c'est en effet l'ensemble de notre débat politique sur la lutte contre le terrorisme qui doit être mieux informé et mieux conduit, pour une plus grande garantie de l'Etat de droit.

Par Jean-Eric Callon, David Lévy, Benjamin Oudet, Marc-Olivier Padis, Yves Trotignon, le 29/03/2018

Annexe

Avril

La civilité urbaine, une nouvelle perspective pour la sécurité publique

Le débat sur la sécurité se décline le plus souvent sur un mode binaire opposant la sécurité aux libertés, la répression à la prévention et l'autorité au laxisme. D'autres perspectives sont-elles imaginables ? La problématique des incivilités dans les espaces publics en ouvre une : récuser une préoccupation systématiquement alarmiste d'une part et, de l'autre, accepter de prendre la sécurité au sérieux. Ce rapport de Terra Nova propose une autre façon de cadrer la question sécuritaire pour y apporter des réponses adaptées.

Par Anne Wyvekens, le 19/04/2018

Le sentiment d'insécurité et les politiques de sécurité

L'insécurité anime un débat passionnel en France depuis les années 1990, dont les effets politiques sont redoutables. Les controverses sont d'autant plus intenses qu'elles opposent entre elles des représentations plutôt que des faits. Mais que disent les études chiffrées ? Que peut-on tirer des données dont on dispose sur ce phénomène multiforme et les inquiétudes qui l'entourent ? Cette note de Terra Nova montre que deux variables cruciales, le lieu d'habitation et l'appartenance sociale, permettent d'analyser la perception de l'insécurité. Or, sans jamais vraiment réussir à définir une politique efficace de sécurité, on a laissé celle-ci devenir un outil de gouvernement. Au lieu de construire des choix politiques, on a laissé le débat se brouiller et s'exacerber, en comptant sur un affichage répressif, qui se durcit au fil des textes de loi. Une politique de lutte contre l'insécurité devrait au contraire partir des données disponibles. Et notamment de l'opposition entre différentes expériences de l'insécurité, qui expliquent des tensions sociales transversales (discriminations, transports, logement, éducation, accès au travail...).

Par Philippe Robert, Renée Zauberman, le 26/04/2018

Annexe

Mai

Quelle architecture financière pour l'Europe post-Brexit ? Droit financier et géographie de la monnaie

Cette note plaide pour que le Brexit soit l'occasion de modifier l'architecture financière de l'Union européenne en alignant les frontières de l'espace financier européen (celui où s'échangent des contrats financiers) sur les frontières de la zone euro (celui où circule la monnaie commune).

Par Vincent Bignon, le 02/05/2018

La santé en réseaux : qualité des soins, entreprise à mission et contrats dérogatoires

Comment allier autonomie des parties prenantes, qualité des soins, accès à l'information et maîtrise de la dépense ? Les « réseaux de soins » développés par les assureurs privés tentent de répondre à cette question en mettant des patients en relation avec des professionnels répertoriés, et de meilleurs rapports qualité-prix aux assurés. En dépit des fortes résistances qu'ils rencontrent en particulier chez les opticiens, les audioprothésistes ou les chirurgiens-dentistes, cette note plaide pour une plus large reconnaissance des vertus et bénéfices des réseaux de soins. Elle propose également différentes pistes de réflexion pour permettre leur développement dans une plus grande sérénité

Par Willy Jager, le 14/05/2018

Dépendance : les enseignements oubliés du rapport du HCAAM "Assurance maladie et perte d'autonomie" (2011)

Le vieillissement de la population, qui se traduit par des gains de temps de vie en bonne santé, crée aussi des situations plus fréquentes de pertes d'autonomie liées au grand âge. La prise en charge de cette dépendance est aujourd'hui insuffisante, malgré la création de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2002. Le débat politique, plusieurs fois esquissé et reporté, sur la création d'un "cinquième risque" est longtemps resté au point mort, comme s'il inquiétait tous les acteurs. Il est essentiel, avant de parler budget et financement, de bien caractériser la spécificité de la prise en charge de la dépendance du grand âge afin de définir les formes collectives de solidarité les plus adaptées à la qualité de l'accueil et à la continuité des parcours de santé qui est le besoin essentiel des personnes âgées en perte d'autonomie. C'est ce que propose cette note qui invite notamment à réexaminer les analyses et conclusions d'un rapport de 2011 du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

le 22/05/2018

Annexe

Juin

Faut-il sauver les algorithmes d'affectation ? Affelnet, affectation des enseignants et Parcoursup

Depuis plusieurs années, l'utilisation des algorithmes comme outils d'aide à la décision tend à se généraliser dans les administrations publiques. Ceci est particulièrement vrai au sein de l'Education nationale où les décisions ayant trait à la gestion des ressources humaines ou à l'affectation des élèves aux établissements scolaires mobilisent désormais très largement l'algorithmique. Ces algorithmes d'affectation se retrouvent aujourd'hui au cœur du débat public.

Parfois accusés d'être à l'origine de décisions « inhumaines » ou d'être déconnectés de volonté politique, ils sont l'objet de critiques particulièrement virulentes. Terra Nova s'interroge dans cette note, centrée sur trois algorithmes, Affelnet (affectation des élèves de troisième aux lycées), celui concernant la procédure d'affectation des enseignants et Parcoursup, sur l'origine des nombreux dysfonctionnements observés ces dernières années et sur le rôle réel ou supposé joué par les algorithmes dans ceux-ci. Faut-il sauver les algorithmes d'affectations et, si oui, comment ?

Par Julien Combe, Victor Hiller, Olivier Tercieux, Camille Terrier, le 06/06/2018

Les Français et le cannabis

Où en sont les Français avec le cannabis ? Cette enquête inédite réalisée par l'Ifop pour Terra Nova et ECHO Citoyen dresse le portrait d'une opinion qui a évolué ces dernières années de la condamnation à l'ouverture et qui se trouve aujourd'hui à un point de bascule. D'un côté, la dangerosité du cannabis a été clairement révisée à la baisse et les politiques actuelles sont jugées inefficaces par l'immense majorité des sondés. De l'autre, l'opinion reste partagée sur les politiques alternatives qui devraient être mises en place à l'avenir. En somme, ce n'est plus le besoin de changement qui fait débat, mais sa nature.

Par Terra Nova, ECHO Citoyen, l'Ifop, le 11/06/2018

Droit d'asile européen : retrouver une solidarité

Terra Nova et l'Institut Montaigne ont décidé de joindre leurs forces pour formuler ensemble des propositions pour un nouveau droit d'asile européen d'ici l'automne, dont la gestion a révélé, ces dernières années, un grave défaut d'efficacité et de solidarité au sein de l'Union européenne. Mais ils ont souhaité s'exprimer publiquement, sans attendre, sur quelques aspects particulièrement urgents, à la veille du sommet européen des 28 et 29 juin 2018.

Par Jean-Claude Cousseran, Jean Faber, Alice Gueld, Thierry Pech, Jean-François Rial, Jean-Paul Tran Thiet, Leïla Vignal, le 15/06/2018

Annexe

European asylum policy: rehabilitating solidarity

Terra Nova and Institut Montaigne, two prominent French think tanks, have decided to join forces to formulate proposals on the European asylum policy issue in the following months. In the meantime, they have chosen to publicly express their position on the matter, without delay, on the eve of the European Council of 28 and 29 June 2018.

Par Jean-Claude Cousseran, Jean Faber, Jean-François Rial, Thierry Pech, Jean-Paul Tran Thiet, Alice Gueld, Leïla Vignal, le 15/06/2018

Comment financer la lutte contre le changement climatique ? De nouveaux outils financiers pour des dettes "vertes"

Terra Nova propose dans cette note la transformation d'une partie de la dette des pays en développement en dette verte. Il s'agit de programmes innovants permettant d'annuler des dettes de pays à mesure que des actions pour la transition ou l'adaptation sont menées. Ils apparaissent particulièrement adaptés pour des pays très endettés et fragiles financièrement. Ces mécanismes permettent en effet de concilier la nécessaire lutte contre le réchauffement et les actions d'adaptation et le non moins nécessaire développement économique.

Par Abdeldjellil Bouzidi, le 25/06/2018

Réforme du baccalauréat : attention au hors-sujet !

Le projet de réforme du baccalauréat applicable en 2021 reflète un constat largement partagé sur les lourdeurs et les insuffisances de l'examen actuel, qualifié de "monstre organisationnel" dans le rapport de Pierre Mathiot du début de l'année. Pourtant, le projet de réforme tel qu'il apparaît aujourd'hui ne permettrait pas un changement significatif, apte à le transformer suffisamment pour lui redonner un rôle vraiment utile. Nous expliquons pourquoi dans cette note, à l'occasion du début des épreuves du baccalauréat 2018.

Par Martin Andler, Armelle Nouis, Marc-Olivier Padis, Régine Paillard, Françoise Sturbaut, le 18/06/2018

Migration, asile : à propos du "plan" italien

À l'occasion du mini-sommet informel consacré à la crise des migrants qui s'est tenu de manière improvisée ce dimanche 24 juin à Bruxelles, l'Italie fut l'un des rares pays à déposer et à rendre public un document de réflexions et propositions. S'il a donné lieu à peu de commentaires, ce document présente pourtant plusieurs pistes qui contribuent au débat en vue du sommet européen à venir des 28 et 29 juin et méritent toute notre attention.

Par Thierry Pech, le 26/06/2018

Annexe

— Juillet

Pour un débat serein sur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie : une stratégie claire pour le secteur électrique

Alors que le débat public sur la prochaine Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) se termine, force est de constater qu'en France les débats sur la politique climatique et énergétique finissent souvent par se focaliser exclusivement sur la production d'énergie, et singulièrement sur la production d'électricité et la part du nucléaire. C'est pourtant la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) qui devrait constituer le cœur du débat et influencer l'ensemble des politiques publiques. Parce qu'il semble cependant que ce débat ne pourra avoir lieu sereinement tant que l'avenir du nucléaire ne fera pas l'objet d'un consensus suffisamment large, Terra Nova propose dans cette note une stratégie de long-terme pour le secteur électrique.

Par Nicolas Goldberg, Antoine Guillou, le 27/06/2018

Le Royaume-Uni, une puissance atlantique, continentale ou globale ?

Une quête historique toujours recommencée Depuis le 23 juin 2016, date du vote britannique en faveur du « Brexit », et jusqu'au 29 mars 2019, date prévue de sortie effective de l'Union européenne, l'actualité politique est rythmée outre-Manche par la préparation des nouvelles relations que le Royaume-Uni souhaite instaurer avec ses partenaires européens et réciproquement. Ce dossier, à la fois extrêmement technique et très politique, connaît de multiples rebondissements au fil des mois et réserve encore certainement quelques surprises dans un pays profondément divisé sur ce sujet. Ce feuilleton à rebondissements invite à prendre du recul et à situer le moment actuel dans une trajectoire historique plus longue. Au moment où la sortie de l'Union européenne devrait permettre, pour ses plus optimistes partisans, la redéfinition d'une stratégie mondiale baptisée « global Britain », il est particulièrement intéressant de retracer, dans la longue durée, le rapport des Britanniques à l'espace international, ce qu'analyse Jean-Marc Daniel, économiste et professeur à l'ESCP Europe pour Terra Nova. Par Jean-Marc Daniel, le 13/07/2018

Annexe

— Août

Politique du logement : mauvais procès, vrais enjeux

On invoque si fréquemment le thème de la « crise du logement » qu'on ne sait parfois plus quel problème on cherche à désigner par cette expression. Cette note de Terra Nova cherche à dissiper de nombreux malentendus et à analyser les vrais enjeux des débats sur la politique du logement.

Par Jean Bosvieux, Claude Taffin, Bernard Vorms, le 23/07/2018

L'économie de la forêt : la Belle au bois dormant

Les surfaces boisées en France métropolitaine sont importantes et elles s'étendent. Un grand nombre de propriétaires les entretiennent correctement mais trop de boisements sont laissés à eux-mêmes. Notre consommation de bois fait appel à des importations alors que de nouveaux débouchés pour la construction se développent. Avec la forêt, nous avons un atout naturel. Comment mieux l'exploiter ? La préoccupation des pouvoirs publics sur le sujet est constante : les rapports succèdent aux rapports mais sans parvenir à trouver le levier qui change, enfin, les décisions. Comment inciter les propriétaires à mieux prendre soin de leurs arbres et, lorsque les arbres sont mûrs, à les mettre en vente sans trop attendre ? Comment faire pour que les utilisateurs de bois soient suffisamment assurés de leurs futurs approvisionnements pour se moderniser, innover, rechercher de nouveaux débouchés ? Ce sont tous ces enjeux pour redynamiser la forêt qu'aborde cette note de Terra Nova.

Par Henri Prévot, le 27/08/2018

Annexe

Septembre

10 ans après... Bilan des réformes bancaires et financières depuis 2008 : avancées, limites, propositions

Dix ans après la faillite de Lehman Brothers et le dramatique automne 2008 où le système bancaire et financier mondial fut véritablement au bord du précipice, l'heure du bilan des réformes engagées est arrivée. C'est l'objet de ce rapport de Terra Nova. En toile de fond de ce travail se posent des questions cruciales pour les autorités publiques : nos économies sont-elles désormais immunisées contre les risques d'une crise financière majeure ? A-t-on tiré les leçons de la crise dans la structuration des instruments de régulation financière et bancaire ? Les annonces très ambitieuses des sommets du G20 de Washington DC en 2008, de Londres et Pittsburg en 2009 ont-elles été suivies d'effets ? Nous questionnons aussi la philosophie même des réglementations prudentielles post-crise et pointons le fait qu'elles n'ont pas suffisamment rompu avec les conceptions de la finance qui prévalaient avant la crise et que cela constitue une source majeure de fragilité.

Par Vincent Bignon, Jézabel Couppey-Soubeyran, Laurence Scialom , le 03/09/2018

Smart city : quelles relations public-privé pour rendre la ville plus intelligente ?

La smart city est une réponse, fondée sur les technologies numériques et la donnée, aux défis auxquels sont confrontés les territoires urbains : sécurité, pollution, gaspillage énergétique, changement climatique, urbanisation galopante, inégalités et exclusion sociale... Elle poursuit un objectif essentiel : améliorer la qualité de vie des citoyens. Si elle est portée par une dynamique indéniable, la ville intelligente fait cependant face à un double risque : d'une part, rester à l'état d'outil marketing, passant à côté des potentialités du numérique pour les territoires, et, d'autre part, échapper aux collectivités publiques, au profit des plateformes numériques et plus généralement des opérateurs privés. Dans ce contexte, le rôle des collectivités publiques doit être réaffirmé. Mais la transformation numérique des territoires ne peut se faire contre les acteurs privés de la ville ni sans eux. Les relations public-privé doivent ainsi être mieux organisées pour favoriser l'émergence de villes intelligentes en France. En particulier dans trois domaines : la réalisation des investissements nécessaires, le renforcement de la « transversalité » de la ville et la complémentarité entre services publics et privés. Ce sont ces trois enjeux que présente ce rapport de Terra Nova.

Par Carine Staropoli, Benoît Thirion , le 11/09/2018

Annexe

L'identité numérique : un usage de la blockchain au profit du citoyen

Le développement de la technologie « blockchain » offre l'opportunité de surmonter la contradiction entre la protection des libertés individuelles et les opportunités des nouvelles technologies. En effet, la blockchain peut se révéler utile pour aider les citoyens à garder le contrôle de leurs données, un facteur clé dans l'acceptation et l'adoption de systèmes d'identité numérique nationaux. En tant que système décentralisé de certification, la blockchain pourrait servir à construire un système d'identification numérique sans avoir à confier à l'État la gestion et la conservation d'un gigantesque registre numérique des citoyens. Selon les choix technologiques retenus, l'usage de blockchain entraînera une responsabilisation accrue des citoyens. Terra Nova recommande dans cette note d'éprouver la technologie en y recourant le plus souvent possible, notamment pour le rapprochement décentralisé de bases de données publiques, ou en lançant, dans des collectivités locales pilotes, des expérimentations de solutions plus globales, avant d'envisager un déploiement général en France.

Par Abdeldjellil Bouzidi, Thibaud Frossard, Michael Mainelli, Simon Matet, le 24/09/2018

L'heure du choix : l'entrée des personnes âgées en maison de retraite

Le moment où la perte d'autonomie et l'accroissement de la dépendance sont tels que l'on envisage l'entrée dans une structure d'accueil pour personnes âgées est un moment délicat et souvent douloureux pour les personnes concernées comme pour leurs proches. Qui prend l'initiative d'en parler et quand ? Comment la décision est-elle prise et par qui ? Comment s'imagine-t-on la vie dans une telle structure quand on commence à l'envisager ? Prend-on le temps de s'y préparer ? Quel souvenir en garde-t-on quand on a connu quelqu'un qui y a vécu ? Que voudrait-on y changer pour améliorer la vie quotidienne de celles et ceux qui y résident ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous avons souhaité répondre dans l'enquête réalisée par le Crédoc pour AG2R LA MONDIALE, le groupe Caisse des Dépôts et Terra Nova, dont nous présentons les résultats.

Par Terra Nova, le 28/09/2018

Annexe

Octobre

2008-2018 - Terra Nova, dix ans d'histoire : un témoignage

Terra Nova fête ses dix ans. C'est l'occasion de revenir sur les origines de cette aventure collective, les premiers pas d'un projet improbable et les péripéties d'une décennie déterminante pour la politique française. Porté par la volonté d'Olivier Ferrand pour lequel nous avons tous une pensée particulière en ce dixième anniversaire, le lancement d'un cercle de réflexion d'un nouveau genre correspondait à un besoin de renouvellement de la réflexion politique. Ce récit personnel retrace les moments forts vécus collectivement, explique l'identité, la démarche et le fonctionnement de notre organisation et revient sur les débats de fond qui ont marqué l'image publique de Terra Nova.

Par Jean-Philippe Thiellay, le 03/10/2018

La République En Marche : anatomie d'un mouvement

Le paysage politique français a connu sa transformation la plus radicale depuis 1958, au terme d'une campagne sans exemple dans le passé à l'été 2017 où le clivage gauche-droite a éclaté pour donner naissance à un socle majoritaire agrégeant diverses composantes. Parmi les résultats les plus saillants de cette séquence, l'émergence d'une nouvelle formation politique désireuse de se démarquer des "partis traditionnels" : La République en Marche (ex-En Marche !). Qui sont les « marcheurs » ? D'où viennent-ils ? Comment se positionnent-ils sur l'échiquier politique ? Quelles sont leurs valeurs ? Le meilleur moyen de répondre à ces questions était d'aller à leur rencontre pour ausculter leur profil sociologique, leurs motivations, leurs pratiques, leurs croyances... C'est ce qu'a fait Terra Nova en réalisant une enquête indépendante de grande ampleur auprès des adhérents de La République en Marche. Inédite aussi bien par son objet que par son étendue, elle a permis de recueillir les réponses d'un échantillon représentatif de 8 815 marcheurs qui ont répondu à un questionnaire anonymisé de 112 questions. Les résultats que nous présentons font la lumière sur la sociologie des marcheurs, leur position sur l'échiquier politique, leur(s) culture(s) politique(s) et leurs pratiques militantes.

Par Bruno Cautrès, Thierry Pech, Marc Lazar, Thomas Vitiello, le 08/10/2018

Annexe

Sauver le droit d'asile

Les questions migratoires crispent plus que jamais les débats et les visions de l'Europe. Dans ce contexte, Terra Nova et l'Institut Montaigne proposent une refonte globale du système européen de l'asile, ainsi qu'une série de mesures d'urgence pour résoudre la crise humanitaire en Méditerranée. Notre exigence commune est de marier le plus étroitement possible humanisme et réalisme, dignité et efficacité, afin de sortir d'un jeu politique pervers où les promesses toujours plus nombreuses de fermeté, voire de fermeture, sont en réalité complices du plus grand désordre et d'un sourd reniement.

Par Terra Nova, l'Institut Montaigne, le 18/10/2018

Données de l'enquête Terra Nova sur La République en Marche : tri à plat

Le 8 octobre 2018, Terra Nova a rendu publique une enquête indépendante de grande ampleur auprès des adhérents de LREM : "La République En Marche : anatomie d'un mouvement". Inédite aussi bien par son objet que par son étendue, elle a permis de recueillir les réponses d'un échantillon représentatif de 8 815 marcheurs (échantillon représentatif des adhérents de LaREM sur les variables de genre, d'âge, de zonage des aires urbaines et de période d'adhésion) qui ont répondu à un questionnaire anonymisé de 112 questions. Nous publions ici l'ensemble des résultats de cette enquête.

Par Bruno Cautrès, Marc Lazar, Thierry Pech, Thomas Vitiello, le 22/10/2018

Plan pauvreté : un projet cohérent, des ambitions à concrétiser

Avec 8,8 millions de personnes pauvres, la France connaît une situation où l'augmentation des dépenses sociales n'a pas suffi à faire reculer la pauvreté. Cette inertie conduit à une reproduction de la pauvreté, qui enferme trop d'enfants et de jeunes dans un échec annoncé. Tel est le constat de départ du plan de lutte contre la pauvreté présenté par le président de la République en septembre. Pour changer de logique, le plan met l'accent sur le retour à l'emploi et l'accompagnement dès le plus jeune âge. Ce plan a-t-il des chances de réussir ? Si l'on peut saluer la cohérence du diagnostic et des pistes de solutions qui sont apportées, il faut aussi relever une série de difficultés persistantes qui ne sont pas levées par ces annonces. C'est ce que nous relevons dans cette note, avec des pistes d'amélioration des politiques sociales.

Par Denis Clerc, Michel Dollé, le 23/10/2018

Annexe

Novembre

Budget européen 2021-2027 : doter l'Europe des moyens de nos ambitions

Tous les sept ans, l'Union européenne (UE) décide de sa programmation budgétaire pluriannuelle pour financer ses politiques et institutions. Et tous les sept ans, cet exercice donne lieu à d'après négociations entre États membres. Reflet des compétences de l'UE, la discussion budgétaire est souvent victime de mécanismes institutionnels – règle de l'unanimité et structure inadaptée des ressources alimentant le budget – qui poussent les États membres à regarder uniquement combien l'Europe leur coûte et combien elle leur rapporte. Peut-on changer de regard et faire du budget l'occasion d'un débat sur les priorités de l'Union ? C'est ce que Terra Nova analyse dans ce rapport pour donner au budget européen les moyens de ses ambitions.

Par Pénélope Debreu, le 07/11/2018

Pour une fiscalité écologique et équitable : de la nécessité de créer une "Prime de transition écologique"

La charge des dépenses d'énergie s'est alourdie pour les ménages ces derniers mois, au point de provoquer un mécontentement croissant et un débat politique sur le malaise des ménages modestes. Le signal prix doit inciter les consommateurs à adopter progressivement des habitudes plus économes en énergie. Mais, outre les changements de comportement, baisser sa consommation d'énergie requiert souvent des investissements pour changer de système de chauffage, isoler sa maison, changer de voiture si l'on n'a pas accès aux transports publics... que les ménages modestes sont rarement à même de financer. Comment éviter que ces derniers soient confrontés à la double peine de devoir payer plus cher une énergie plus difficile à économiser, au moins à court-terme ? Ne nous trompons pas de débat : la hausse de la fiscalité écologique est nécessaire pour inciter au changement des comportements de tous. Mais afin de ne pas entraîner une baisse du niveau de vie des ménages modestes, elle doit être accompagnée de mesures de redistribution pour que la répartition des efforts soit plus juste et mieux acceptée. Nous proposons donc la création dans cette note, d'une "Prime de Transition Ecologique".

Par Antoine Guillou, le 12/11/2018

Annexe

Les femmes et le partage des espaces publics : pour la mixité

Remarques déplacées, mains baladeuses, agressions verbales ou sexuelles... La dénonciation de telles pratiques, courantes dans l'espace public, rend compte d'une prise de conscience, encore récente et partielle, et contribue à définir le partage sexué des espaces publics comme un problème politique à part entière. Les femmes n'ont pas un accès égalitaire à la ville ni la pleine liberté de leurs mouvements dans les circulations urbaines. Longtemps sous-estimés ou déniés, les multiples éléments qui limitent leur participation à l'espace public sont désormais mieux pris en compte, et la gravité de certaines atteintes est désormais publiquement dénoncée. Des initiatives comme le vote cet été en France d'un nouveau délit visant le « harcèlement de rue » témoignent d'une mobilisation inédite et d'une réponse politique nouvelle. Cette prise de conscience recouvre, cependant, des approches parfois contradictoires qui engagent des représentations concurrentes des formes d'occupation de l'espace souhaitables et légitimes. En s'inspirant d'expériences menées dans une série de villes européennes et françaises, cette note propose des pistes pour penser une ville vraiment inclusive, partant de l'expérience des habitant.e.s, pour développer un urbanisme plus conscient des usages différenciés de la ville et plus ouverts à une réelle mixité.

Par Marylène Lieber, le 13/11/2018

L'évolution des besoins en santé dans les décennies qui viennent

Sommes-nous préparés aux problèmes de santé qui se développeront dans les prochaines décennies ? Présentée dans le cadre du colloque « Santé et protection sociale : nouvelles attentes, nouvelles frontières » organisé par AG2R La Mondiale en partenariat avec Terra Nova (Paris, 30 novembre 2018), cette contribution propose un tour d'horizon des besoins qui vont s'affirmer rapidement dans quatre domaines : les effets du vieillissement, le changement climatique, la santé environnementale et les mutations du travail. De ce tableau, il ressort que les politiques de santé publique du XXI^e siècle devront être beaucoup plus multidimensionnelles qu'aujourd'hui.

Par Terra Nova, le 30/11/2018

Annexe

Décembre

L'enseignement professionnel : une priorité

L'enseignement professionnel reste mal connu et ne fait pas toujours l'objet d'une vision collective partagée. La filière professionnelle, et à un moindre degré la filière technologique, restent mal considérées, et la coordination entre l'Éducation nationale et les entreprises demeure trop faible. Il est donc utile de retracer, dans les grandes lignes, les choix qui ont conduit à l'organisation actuelle de la filière professionnelle. Et il s'agit ensuite de se demander comment enclencher une nouvelle dynamique, ce que propose cette note de Terra Nova.

Par Daniel Bloch, le 13/12/2018

Quelle protection pour les livreurs indépendants ? Réflexions après un arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation

L'apparition de nouveaux métiers peu qualifiés et peu protégés dans le domaine de la livraison suscite depuis plusieurs années des réflexions sur la pertinence de notre droit social. Est-il encore adapté à l'heure numérique où des formes atypiques de travail se développent ? Parvient-il encore à protéger de jeunes actifs qui se déclarent comme professions indépendantes mais qui sont à plusieurs titres dépendant de leur donneur d'ordre ? Comment qualifier cette relation de travail qui passe par une plateforme de mise en relation numérique qui ne se considère pas comme un employeur ? Terra Nova, qui avait déjà fait des propositions pour mieux organiser et encadrer cette activité dès juin 2017, revient sur ce dossier à l'occasion d'un arrêt récent de la Cour de cassation et reprend ses propositions sur des formes de protection plus adaptées à un secteur encore mal connu et très mouvant. Sans limiter prématurément les opportunités d'emploi offertes à des jeunes peu qualifiés qui cherchent à entrer sur le marché du travail, une série d'actions d'accompagnement et d'encadrement doivent être développées par les pouvoirs publics.

Par Laetitia Dablanc, le 17/12/2018